



Déclaration FSU au CTSD de Gironde du 3 février 2022

Ce comité technique se tient une nouvelle fois dans un contexte sanitaire particulièrement dégradé. Vendredi dernier, à l'occasion d'une séance du CHSCT départemental nous apprenions que plus de 10% de nos collègues et de leurs élèves étaient actuellement infectés par le virus. On nous précisait également que le pic de l'épidémie n'était pas encore atteint en Gironde. L'« *Ecole Ouverte* » vantée par le Ministre depuis son lieu de villégiature ibérique s'est révélée être une école désertée, provoquant le désarroi et l'inquiétude chez les collègues et les familles. C'est en utilisant leur droit de grève et de manifestation au cours du mois de janvier que les collègues ont enfin obtenu une réaction, encore largement insuffisante, mais qui a eu le mérite de nous parvenir cette fois avant la presse payante ! Dans quelle autre profession un employeur envoie-t-il sciemment ses travailleurs sur leur lieu d'exercice alors qu'il est aussi dangereux ? Plus les contaminations à la Covid-19 ont augmentées, moins nous avons été protégés. Nous ne pouvons pourtant pas nous résigner cyniquement à sacrifier quelques-uns d'entre nous pour une hypothétique immunité collective et que l'École publique ne soit considérée que comme une garderie au service des profits d'une minorité.

Et sur le long cours, c'est encore la revalorisation de nos salaires et de nos carrières qui ont mobilisé une fois de plus nos collègues le 27 janvier dernier. Nous réclamons un salaire digne de notre métier et de nos qualifications, qui soit en capacité de rattraper la baisse de notre pouvoir d'achat de 20 % ces 20 dernières années et qui ne soit pas gonflé artificiellement par les heures supplémentaires en partie imposées. Nous voulons travailler mieux et moins !

Après 5 ans d'exercice, que ce fut long ! pour un ministre qui se situe désormais à l'extérieur du gouvernement, nous avons quelques propositions de reconversion à la

hauteur de ses compétences. Si les collègues ont pu mettre en avant ses qualités supposées d'animateur de soirée aux abords de la rue de Grenelle, nous songeons à une reconversion dans un métier qu'il ne connaît pas : professeur. On lui déconseillera tout de même les disciplines scientifiques tant sa maîtrise des chiffres nous paraît hasardeuse. On peut tout de même lui conseiller d'en maîtriser quelque uns dont celui-ci : 1,14 ! C'est le nombre de Smic avec lequel une jeune collègue démarre sa carrière. Ou bien encore 7900, Jean-Michel Blanquer le connaît mieux : il s'agit du nombre de postes supprimés depuis cinq ans dans le second degré, dont 440 à la rentrée prochaine. Pour l'instance qui nous réunit aujourd'hui, cela se traduira par de nouvelles suppressions de postes et des dégradations de nos conditions de travail. Le "quoi qu'il en coûte" s'accomplit au prix de la santé des personnels épuisés par 20 mois de crise sanitaire au cours desquels ils n'ont pas ménagé leurs efforts sous le regard d'une institution qui en a profité pour ressortir des placards des projets qui auraient dû y rester ou continuer à bricoler une réforme du lycée dont la finalité n'est que la suppression de nos postes et le tri social de nos élèves.

Nous souhaitons à présent évoquer les conditions de préparation de rentrée en Gironde. C'est en effet un bien triste paysage que nous ont décrit les collègues : conseils d'enseignement tronqués ou inexistant, réunions plénières refusées, conseils pédagogiques devenus décisionnels aux yeux de certains chefs d'établissement qui en limitent l'accès pour mieux bâillonner les discussions. Les collègues ont aussi pu mesurer pour la première fois à quel point la suppression de la commission permanente était en train de produire ses effets délétères dans la vie d'un établissement. Certains collègues se sont déjà vus annoncer qu'ils n'auraient aucune information avant le mois de mars tant sur les créations/suppressions de postes que sur la DGH. L'absence de cadrage par la DSDEN et le renvoi au local, c'est-à-dire le fait que chaque établissement doive régler ses problèmes en interne, n'ont fait que lâcher la bride à certaines équipes de direction qui ne se cachent plus désormais de se comporter en chefs d'entreprise. Certains rapports rédigés par exemple dans le cadre de l'auto-évaluation ont laissé plus d'un collègue pantois : on y parle désormais de collaborateurs et chaque équipe pédagogique a droit à son portrait RH où les qualificatifs alternent entre dynamiques, motivés ou vieillissants. Les choix opérés dans la bonification territoriale des établissements REP ne laissent plus planer de doute : ils s'agit désormais de donner moins à ceux qui coûtent sans doute un "*pognon de dingue*". C'est le principe historique de correction des inégalités sociales qui disparaît au profit d'un saupoudrage des moyens pour un bilan plus flatteur. A l'heure où une crise sanitaire a renforcé les inégalités scolaires et sociales, ce choix nous paraît injustifiable et donc révoltant.

A l'approche des congés d'hiver nous espérons enfin que nos collègues puissent profiter d'un repos bien mérité, loin de leurs heures supplémentaires imposées et sans trop penser à la suppression de leur poste. Ils seront encore nombreux à rester à la maison en rêvant d'une escapade à Ibiza, même si en hiver "*ce n'est pas pareil !*"